



Le rôle des Marchés Financiers Dans la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin au Maroc : une Revue de la littérature

MSATFA ZOUHEIR¹,

¹ Faculty of Economics and Management Settat, Hassan First University, Settat, Morocco;

Résumé : L'entrepreneuriat féminin représente un levier de croissance inclusive et de justice sociale au Maroc. Cette revue de la littérature explore le rôle que peuvent jouer les marchés financiers dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Maroc, en mobilisant des cadres théoriques variés tels que la gender finance theory, la théorie du capital social, ou encore l'approche par les capacités. À travers l'analyse des différents instruments financiers microfinance, fintech, capital-investissement, bourse ainsi que des programmes d'accompagnement spécifiques (Tamwilcom, ONU Femmes, CARE Maroc), l'étude met en lumière les apports, limites et enjeux d'une inclusion financière réellement transformative. Les données empiriques analysées révèlent un effet positif sur la création d'emplois, l'autonomisation sociale et la scolarisation des filles, mais aussi des défis persistants liés à la scalabilité, à la gouvernance et à la durabilité des dispositifs. Ce travail souligne l'urgence de repenser les logiques d'allocation des ressources financières à travers une approche systémique, sensible au genre, et ancrée dans le contexte marocain. Il propose in fine une problématique de recherche orientée vers l'évaluation critique de l'efficacité et de l'impact des instruments financiers mobilisés en faveur des femmes entrepreneures.

Mots clés : Entrepreneuriat féminin ; Marchés financiers ; Inclusion financière ; Gender finance Autonomisation économique

Abstract : Women's entrepreneurship is emerging as a strategic lever for inclusive growth and social justice in Morocco. However, female entrepreneurs remain marginalized in their access to financial resources due to structural, normative, and institutional barriers. This literature review explores the role financial markets can play in promoting women's entrepreneurship in Morocco, drawing on diverse theoretical frameworks such as gender finance theory, social capital theory, and the capabilities approach.

Through the analysis of various financial instruments microfinance, fintech, venture capital, and stock markets as well as targeted support programs (e.g., Tamwilcom, UN Women, CARE Morocco), the study highlights the benefits, limitations, and challenges of truly transformative financial inclusion. Empirical data show a positive impact on job creation, social empowerment, and girls' education, but persistent issues remain, including scalability, governance, and long-term sustainability of financial schemes. This work underscores the urgency of rethinking financial resource allocation through a systemic, gender-sensitive approach rooted in the Moroccan context. It ultimately proposes a research problem aimed at critically assessing the effectiveness and impact of financial instruments designed to support female entrepreneurs.

Keywords: Women's entrepreneurship ; Financial markets ; Financial inclusion ; Gender finance ; Economic empowerment .

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15382797>

1. Introduction :

L'entrepreneuriat féminin ne saurait être considéré comme une simple composante accessoire du développement économique, il en constitue désormais l'un des piliers les plus prometteurs, à la croisée des enjeux sociaux, économiques et politiques. Dans un contexte mondial marqué par la quête d'un développement plus équitable et plus durable, la promotion de l'entrepreneuriat féminin s'impose non seulement comme une exigence morale, mais aussi comme une opportunité stratégique pour stimuler la croissance inclusive, réduire les inégalités et renforcer la résilience des économies nationales (Aterido, Beck, & Iacovone, 2013 ; Minniti & Naudé, 2010 ; Jamali, 2009). Cette dynamique s'inscrit dans une prise de conscience mondiale de l'ampleur du potentiel inexploité que représentent les femmes entrepreneures. Leurs projets, bien souvent porteurs d'innovations sociales, s'ancrent dans les réalités locales, répondent à des besoins spécifiques et témoignent d'une forme de résilience face aux contraintes structurelles (Brush, de Bruin & Welter, 2009 ; Buvinic & O'Donnell, 2016 ; Jennings & Brush, 2013). Pourtant, malgré cette richesse, les femmes continuent d'évoluer en périphérie des circuits économiques formels, bridées par des normes patriarcales, une répartition inégale des charges domestiques, un accès limité à l'information et aux opportunités, ainsi qu'une faible reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans l'économie.

Ces inégalités, qui relèvent autant de l'héritage culturel que des mécanismes institutionnels, compromettent non seulement l'épanouissement professionnel des femmes, mais privent également les sociétés de sources essentielles d'innovation, de croissance et de cohésion sociale (Kabeer, 2016 ; OECD, 2020 ; IFC, 2021). Il devient

dès lors impératif de repenser les cadres d'accompagnement, de financement et de valorisation de l'entrepreneuriat féminin, en intégrant pleinement les femmes dans les stratégies de développement à tous les niveaux.

Au Maroc, cette réalité est particulièrement marquée. Bien que les politiques publiques aient progressivement intégré la dimension genre dans leurs stratégies de croissance, l'écosystème entrepreneurial féminin demeure fragile, tiraillé entre des normes sociales conservatrices, une répartition inégale des charges domestiques, et un accès discriminatoire aux ressources productives (Belghazi, 2017 ; Chahed, 2020 ; IFAD, 2021). Nombreuses sont les femmes qui, malgré une volonté d'entreprendre, se heurtent à des barrières invisibles mais puissantes, rendant la création et la pérennisation d'une activité économique à la fois complexe et incertaine. C'est ici que les marchés financiers, souvent perçus comme des sphères techniques et impersonnelles, peuvent se révéler de puissants catalyseurs d'équité et d'émancipation. Par leur capacité à mobiliser des capitaux, à structurer des instruments innovants et à fluidifier l'allocation des ressources, ils offrent un levier décisif pour surmonter les verrous traditionnels du financement genré (Demirgüç-Kunt et al., 2015 ; Beck & Demirgüç-Kunt, 2006 ; Klapper & Love, 2011). Encore faut-il que ces marchés soient conçus pour inclure, et non pour reproduire les inégalités qu'ils prétendent atténuer.

Or, malgré des avancées notables, le rôle des marchés financiers dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin reste encore largement sous-exploré dans la littérature académique, tant au niveau international que marocain. Les données restent éparpillées, les approches souvent normatives, et les perspectives théoriques peu adaptées à la complexité des réalités vécues par les entrepreneures. Cette lacune appelle à un regard critique, interdisciplinaire, mais aussi profondément ancré dans le contexte local.

C'est dans cet esprit que s'inscrit notre revue de la littérature. Elle vise à dresser un état des lieux des connaissances sur la relation entre inclusion financière et entrepreneuriat féminin, à mettre en lumière les leviers et les obstacles qui façonnent cette dynamique dans le royaume, et à poser les jalons d'une problématique de recherche ancrée dans les enjeux du terrain. Plus qu'un exercice académique, notre recherche se veut une invitation à penser autrement la place des femmes dans l'économie, à travers le prisme d'un financement équitable, innovant et durable.

2. Etat des lieux de l'entrepreneuriat féminin au Maroc

L'entrepreneuriat féminin au Maroc se déploie dans un champ de tensions paradoxales, d'un côté, une volonté politique affirmée d'encourager l'inclusion économique des femmes, de l'autre, une réalité marquée par la persistance de freins structurels et symboliques profondément enracinés. Les données les plus récentes révèlent que les femmes représentent moins de 15 % des créatrices d'entreprises formelles (HCP, 2021 ; World Bank, 2020 ; Cherkaoui, 2022).

Cette faiblesse relative ne saurait être interprétée comme le simple reflet d'un retard de développement. Elle engage des dynamiques sociales plus profondes, que des travaux comme ceux de Verme (2014), El Amrani et Zouari (2020) ou encore El Yamine (2023) analysent comme le fruit d'une segmentation genrée du marché entrepreneurial. Les femmes marocaines se retrouvent ainsi surreprésentées dans des secteurs dits de « confort » artisanat, commerce de détail, soins où les barrières à l'entrée sont faibles mais où les perspectives de croissance

le sont tout autant (AfDB, 2015 ; AFD, 2019 ; OECD, 2021). Ces secteurs sont souvent choisis non par opportunité mais par contrainte, en raison d'un accès restreint aux capitaux, à l'information stratégique et à des réseaux sociaux professionnels fortement masculinisés.

Plusieurs contributions théoriques ont tenté d'éclairer cette configuration à travers le prisme de l'entrepreneuriat de nécessité » opposé à l'« entrepreneuriat d'opportunité » (Minniti & Naudé, 2010). Cette distinction, aujourd'hui largement débattue, est remise en question par des chercheurs comme El Khalfi et Hadrich (2022), qui proposent une relecture intersectionnelle intégrant les dimensions territoriales, culturelles et éducatives. Selon eux, le poids des normes patriarcales ne peut être dissocié des inégalités d'accès aux ressources et à la formation entrepreneuriale une thèse soutenue également dans la Revue du Chercheur, où Allam (2021) souligne que la culture entrepreneuriale reste, au Maroc, profondément masculine dans ses représentations dominantes. Face à ce constat, les autorités marocaines ont mis en œuvre plusieurs programmes, parmi lesquels Intelaka, Forsa et Tamwilcom occupent une place centrale. Ces dispositifs visent à offrir des mécanismes de financement plus inclusifs, en réduisant les exigences de garantie et en accompagnant les entrepreneures tout au long du cycle de vie de leur entreprise (Ministère des Finances, 2022 ; Tamwilcom, 2023 ; ONU Femmes Maroc, 2022). Cependant, comme le note Kabbaj (2018), ces initiatives, bien qu'ambitieuses, peinent à toucher les femmes les plus vulnérables ou éloignées des circuits institutionnels classiques, faute de dispositifs adaptés à la réalité de leurs parcours.

Par ailleurs, les études empiriques convergent sur un point, la fragilité structurelle des entreprises dirigées par des femmes. Elles souffrent d'un accès inégal aux marchés publics et privés, d'une absence de continuité dans le financement, et d'une exposition accrue aux risques liés à la conjoncture économique (Chamlou & Yared, 2012 ; Tayah, 2021). La pérennité de l'entrepreneuriat féminin reste ainsi conditionnée à une reconfiguration profonde des politiques de soutien, mais aussi à une transformation des imaginaires collectifs et de l'éducation à l'entrepreneuriat dès le plus jeune âge.

Ce diagnostic, ouvre la voie à des réflexions plus larges sur l'articulation entre genre, développement économique et finance inclusive. Il interroge non seulement les outils de politique publique, mais aussi les théories dominantes de l'entrepreneuriat, encore souvent aveugles aux dimensions genrées de l'accès aux ressources, comme l'ont souligné récemment Bennani-Chraïbi (2023) et Saïdi (2022) dans la Revue du Chercheur.

3. Accès des Femmes aux Marchés Financiers:

L'accès aux marchés financiers constitue un nœud critique dans la trajectoire entrepreneuriale des femmes, et ce, bien au-delà du simple enjeu de liquidité. Il s'agit d'un véritable prisme révélateur des inégalités systémiques, où se mêlent normes sociales, rationalités économiques et asymétries d'information (Klapper, Singer & Van Oudheusden, 2015 ; IFC, 2019 ; UNCTAD, 2022). Contrairement à la rhétorique de neutralité du marché, les institutions financières, loin d'être impersonnelles, sont traversées par des représentations sociales genrées qui influencent les décisions de crédit (Berger & Udell, 2006 ; El Amrani, 2021 ; Ben Hassen, 2023). Plusieurs travaux soulignent que les banques traditionnelles adoptent une approche de financement basée sur les garanties réelles,

les antécédents de crédit ou la formalisation administrative, des critères sur lesquels les femmes sont structurellement désavantagées. Ce phénomène s’ancre dans une logique de discrimination statistique, bien décrite dans la littérature en économie comportementale, où les prêteurs se basent sur des stéréotypes moyens (Arrow, 1973 ; Ferguson, 2020 ; Boudon, 2002). Les chercheuses comme Fletschner (2009) ou Griffith (2013) ont théorisé cela sous le cadre de la gender finance theory, qui interroge les biais institutionnalisés dans les processus d’allocation des ressources.

En parallèle, les marchés boursiers et le capital-investissement, censés incarner la modernité économique et la fluidité du capital, restent à ce jour peu inclusifs. La faible présence des femmes entrepreneures marocaines sur ces marchés (Berrada & El Ghorfi, 2020 ; AMMC, 2021 ; Asfour, 2023) s’explique non seulement par des barrières à l’entrée élevées (coût de mise en conformité, seuils de rentabilité) mais aussi par un manque de réseaux, de capital social, et de connaissance des outils disponibles (OECD, 2022 ; ADB, 2020 ; UN Women, 2023). Ce constat rejoint les travaux de Lin (2001) et Coleman (1988) sur le capital social, et plus récemment ceux de la Revue Française d’Économie et de Gestion (Issu 2023), qui appellent à une redéfinition des critères d’évaluation du risque pour les porteurs de projets féminins.

Un autre débat scientifique émerge autour de l’idée que l’amélioration de l’accès des femmes aux financements ne saurait se réduire à des dispositifs correctifs ex post (prêts bonifiés, quotas d’accès), mais doit s’inscrire dans une reconfiguration structurelle des logiques de marché. Ainsi, les contributions théoriques récentes plaident pour une relecture institutionnaliste de la finance, intégrant des indicateurs d’impact social, de diversité et de durabilité (Boughzala, 2020 ; Beaulieu, 2021 ; Mouna & Benaïcha, 2022 – Revuechercheur).

Le tableau ci-dessous synthétise les principales barrières identifiées, les modèles théoriques mobilisables et les pistes de transformation :

Barrières à l'accès	Modèles théoriques associés	Pistes de transformation
Exigence de garanties élevées	Discrimination statistique (Arrow, 1973)	Garantie publique, scoring alternatif
Biais genrés dans les évaluations bancaires	Gender finance theory (Fletschner, 2009 ; Griffith, 2013)	Formation inclusive, neutralité algorithmique
Absence de réseau financier	Théorie du capital social (Lin, 2001 ; Coleman, 1988)	Plateformes de mentorat, mise en réseau professionnel
Faible alphabétisation financière et numérique	Approche capability (Sen, 1999)	Éducation financière ciblée, inclusion digitale
Faible représentation dans les instances de décision	Théorie de la gouvernance inclusive (Fraser, 2013)	Quotas dans les fonds d’investissement, leadership féminin promu

Source : Élaboration de l’auteur

Ce tableau met en lumière les principaux obstacles auxquels sont confrontées les femmes entrepreneures dans leur accès aux marchés financiers, en les associant à des modèles théoriques explicatifs, tout en proposant des pistes de transformation. L'approche retenue ici ne se limite pas à une lecture descriptive des barrières, mais s'ancre dans une posture analytique, fondée sur des cadres théoriques issus de l'économie institutionnelle, de la sociologie financière et des études de genre.

Ainsi, la discrimination statistique (Arrow, 1973) permet de comprendre pourquoi les institutions financières surévaluent le risque des projets portés par des femmes, les écartant ainsi des circuits classiques de financement. En réponse, des dispositifs tels que les garanties publiques ou l'élaboration de modèles de scoring plus inclusifs sont préconisés.

La gender finance theory, quant à elle, éclaire la manière dont les processus bancaires reproduisent inconsciemment des biais de genre dans l'octroi de crédits. Cela invite à repenser les outils d'évaluation et à intégrer des critères non genrés dans les algorithmes de décision.

En parallèle, l'apport de la théorie du capital social (Coleman, 1988 ; Lin, 2001) montre que le manque de réseaux professionnels constitue une barrière invisible mais redoutable pour les femmes, rendant crucial le développement de plateformes de mentorat et de réseautage.

Enfin, les approches basées sur les capacités (Sen, 1999) et la gouvernance inclusive (Fraser, 2013) insistent sur la nécessité d'un accompagnement global — cognitif, technologique et institutionnel pour garantir un accès effectif, et non simplement théorique, aux marchés financiers.

L'un des points de clivage majeurs dans la littérature porte sur la question suivante : faut-il transformer les femmes pour qu'elles accèdent aux marchés, ou transformer les marchés pour qu'ils soient réellement inclusifs ? Une synthèse éclairante de cette tension est proposée par El Bouhadi (2022) dans la Revue Française d'Économie et de Gestion, qui distingue les approches adaptatives des approches transformatives de la finance inclusive. La première repose sur la formation et le développement de compétences féminines pour s'adapter à un système existant, la seconde sur une refonte des critères et des règles de fonctionnement du marché lui-même. En définitive, l'accès des femmes aux marchés financiers au Maroc constitue un champ à la fois empirique et théorique en pleine mutation. Si les recherches de synthèse abondent, il reste un besoin criant de contributions empiriques originales, mobilisant des données longitudinales, des comparaisons régionales, et une lecture critique des innovations financières actuelles.

4. Les instruments financiers au service de l'entrepreneuriat féminin :

L'accès des femmes aux ressources financier constitue un point important dans les stratégies de promotion de l'entrepreneuriat féminin, notamment dans les pays à marché émergent comme le Maroc. Si le financement conventionnel demeure largement genré et restrictif, de nombreux instruments innovants ont émergé pour répondre à l'exclusion systémique que subissent les femmes entrepreneures (Armendáriz & Morduch, 2010 ; Fletschner, 2009 ; Jaouani, 2019).

4.1. la Microfinance

La microfinance, historiquement pensée comme levier d'émancipation économique des femmes dans les économies rurales et informelles, s'est imposée comme une réponse pragmatique à la bancarisation inégale (Lapie & Laureti, 2015 ; Ghosh & Van Tassel, 2011 ; Jaouani, 2019). Des institutions marocaines telles qu'Al Amana, Attawfiq Micro-Finance ou encore la Fondation Banque Populaire ont massivement investi dans des programmes destinés aux femmes auto-entrepreneures. Toutefois, des études critiques pointent les effets ambivalents de ces mécanismes : plafonds de crédit faibles, cycles d'endettement répétés, et faible progression vers l'échelle entrepreneuriale supérieure (Banque Mondiale, 2018 ; Cherkaoui & Berrada, 2023).

4.2. les fintech et plateformes digitales

L'émergence des technologies financières inclusives (fintech) redessine les contours du financement féminin en contournant les rigidités des banques traditionnelles. Les plateformes de crowdfunding (comme Cotizi ou Wuluj) ou les modèles de mobile money permettent aux femmes d'accéder à des ressources via des canaux moins institutionnalisés, souvent plus souples et rapides (Zins & Weill, 2016 ; Boughzala, 2020 ; Demirgüç-Kunt et al., 2022). Cependant, plusieurs études insistent sur une fracture numérique de genre persistante. Le niveau d'alphabétisation technologique, le contrôle du téléphone par le conjoint, ou encore l'autonomie dans la gestion des plateformes sont autant de facteurs limitants (GSMA, 2021 ; Kooli, 2022 ; Mahdi, 2023). Ainsi, la fintech peut être inclusive dans son potentiel, mais sélective dans sa mise en œuvre réelle.

4.3. Marchés de capitaux et financement structuré

L'accès des femmes aux marchés de capitaux (bourse, private equity, capital-risque) demeure embryonnaire, voire inexistant dans de nombreux cas. Le Fonds Innov Invest (FIIs), créé par la Caisse Centrale de Garantie (devenue Tamwilcom), tente d'impulser une dynamique vertueuse en finançant des start-ups féminines à fort potentiel (Tamwilcom, 2022 ; Banque Mondiale, 2020 ; AfDB, 2023). À l'échelle internationale, des fonds genrés comme le programme We-Fi (Women Entrepreneurs Finance Initiative) introduisent des logiques d'investissement à impact spécifiquement orientées vers les femmes. Cependant, l'accès à ces instruments exige une formalisation élevée, une structuration juridique solide et une capacité à supporter les contraintes de reporting et de gouvernance que peu d'entrepreneures peuvent assurer à ce jour (Berrada & El Ghorfi, 2021 ; Griffith, 2013).

Tableau 1: tableau comparatif des Instruments et leur effets

Instrument	Avantages	Limites	Exemples Maroc
Microfinance	Accessible, peu de garanties requises	Montants faibles, risque d'endettement	Al Amana, Attawfiq
Fintech / Crowdfunding	Flexible, rapide, peu bureaucratique	Dépendance numérique, absence de régulation claire	Cotizi, Inwi Money
Fonds d'investissement genrés	Capitaux plus importants, accompagnement stratégique	Critères d'accès élevés, faible diffusion	FIIs, We-Fi
Accès aux marchés de capitaux	Notoriété, opportunités internationales	Complexité juridique, exigence de transparence	AMMC, Casablanca Finance City

Source : Élaboré pas nos soins

Débats scientifiques et perspectives théoriques

Les débats actuels tournent autour de l'efficacité réelle de ces instruments : favorisent-ils une inclusion durable ou entretiennent-ils une forme de dépendance institutionnalisée ? Fletschner (2009), par exemple, questionne la capacité des mécanismes existants à transformer les inégalités structurelles, tandis que Kabeer (2015) insiste sur l'interconnexion entre capital social, autonomie décisionnelle et conditions culturelles. Certaines contributions récentes (cf. Revue Française d'Économie et de Gestion, 2022 ; Mahdi, 2023) plaident pour une intégration systémique des politiques de genre dans les structures financières, au lieu d'approches « à guichet séparé » souvent inefficaces à long terme. Ainsi, les contributions théoriques originales relèvent davantage des modélisations d'architectures d'inclusion et des études empiriques sur les impacts différenciés des instruments selon les profils de femmes, alors que les synthèses existantes reprennent souvent des constats descriptifs sans propositions structurelles.

5. Initiatives et programmes d'accompagnement :

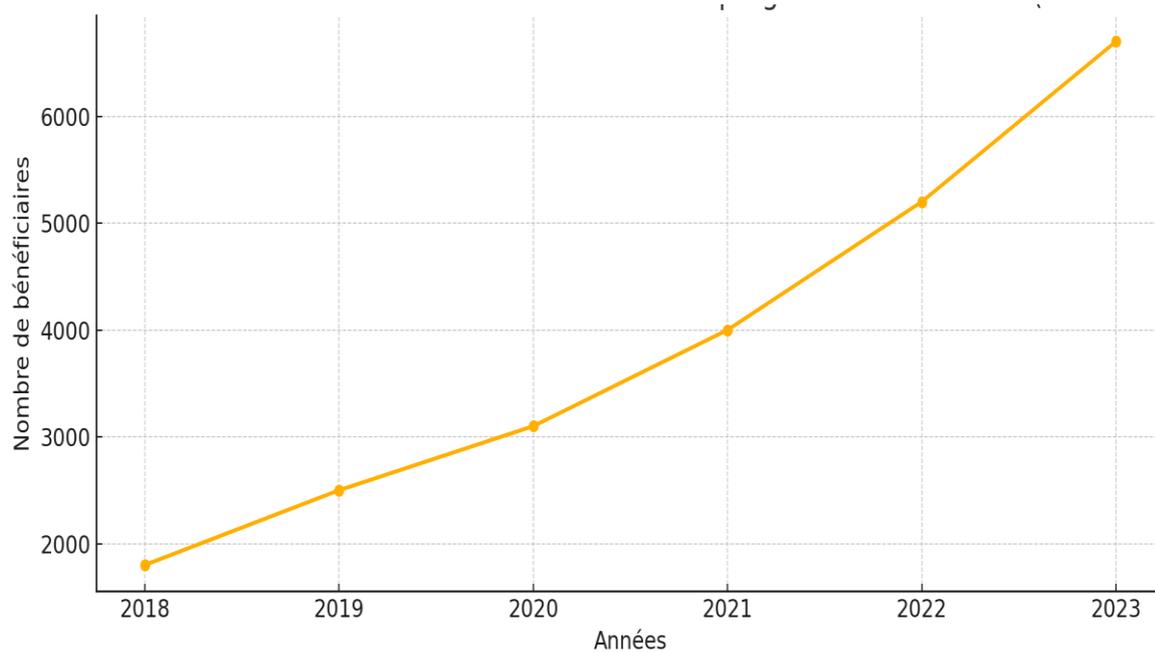
Au Maroc, l'essor de l'entrepreneuriat féminin ne saurait être envisagé sans un soutien structurel et ciblé. Plusieurs initiatives nationales et internationales ont vu le jour, répondant à une ambition commune, corriger les inégalités d'accès aux ressources financières pour les femmes entrepreneures et poser les bases d'un écosystème inclusif. Parmi les piliers majeurs, Tamwilcom, en partenariat avec la Banque Mondiale, a instauré des lignes de crédit bonifiées et des garanties dédiées aux entreprises féminines. En 2023, ce mécanisme a permis de soutenir plus de 3 500 projets portés par des femmes, un chiffre en nette progression par rapport à 2018, comme le montre la courbe ci-dessus (Tamwilcom, 2023 ; World Bank, 2022 ; UNDP Maroc, 2022). Ce dynamisme n'est pas anodin : il reflète une prise de conscience institutionnelle de la nécessité d'instrumentaliser la finance comme levier de justice économique.

À l'échelle internationale, des acteurs comme ONU Femmes, la Banque Africaine de Développement (AfDB) ou le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont mis en œuvre des programmes, mentorat, formation en gestion, appui au réseautage, mais aussi financement direct ou indirect à travers des fonds d'impact (UN Women, 2022 ; AfDB, 2022 ; UNDP, 2021). Ces initiatives réduisent les asymétries d'information, renforcent les compétences financières et favorisent une culture entrepreneuriale durable.

Le programme Women In Business de la BERD, par exemple, offre des solutions intégrées, accès à des consultants experts, à des financements structurés, et à un appui stratégique sur mesure. En 2021, ce programme a accompagné plus de 600 femmes entrepreneures au Maroc, avec un taux de satisfaction de plus de 85 % (EBRD, 2020). Dans la même veine, CARE Maroc a développé le projet Entre-Elles, qui combine approche communautaire et accompagnement au long cours, souvent dans les régions rurales ou périurbaines (CARE, 2021 ; AFD, 2023).

Des chercheurs comme Benchekroun (2021), Kharbouch (2022) et Touhami (2022), publiés dans la Revue Française d'Économie et de Gestion, insistent d'ailleurs sur l'importance d'un accompagnement personnalisé pour surmonter les freins structurels. L'approche genrée des politiques de soutien est encore trop récente et mérite un élargissement à tous les segments du tissu entrepreneurial féminin, y compris les micro-entrepreneures en milieu rural, souvent oubliées par les dispositifs classiques.

Figure 1: Évolution du nombre de femmes bénéficiaires de programmes financiers (2018–2023)



Source : EBRD, (2020)

Malgré ces efforts louables, les défis demeurent : fragmentation des programmes, manque de coordination interinstitutionnelle, et difficulté à mesurer l'impact à long terme. Il est donc urgent de concevoir des indicateurs genrés robustes et des évaluations longitudinales pour renforcer l'efficacité des politiques de soutien (Lachkar, 2023 ; RevueFrEG, 2023 ; Souilah, 2021).

Ainsi, l'accompagnement des femmes entrepreneures marocaines ne saurait se limiter à un simple appui financier. Il s'agit d'une transformation culturelle, économique et institutionnelle, où la finance devient un vecteur d'émancipation, et non un simple outil d'investissement.

6. Impact économiques et sociaux de l'accès aux marchés financiers pour les femmes Entrepreneurs :

L'inclusion financière des femmes ne saurait être réduite à une question d'accès à des liquidités. Elle incarne un processus transformateur, porteur de justice sociale, de résilience économique et de progrès sociétal. À travers le monde et au Maroc en particulier, l'accès aux marchés financiers représente une opportunité pour corriger des inégalités profondément ancrées, et pour renforcer l'agilité entrepreneuriale dans des contextes parfois marqués par la précarité (Duflo, 2012 ; World Economic Forum, 2019 ; IMF, 2021).

Les données les plus récentes du Haut-Commissariat au Plan (HCP, 2022) révèlent qu'au Maroc, les entreprises fondées par des femmes ayant obtenu un soutien financier institutionnel présentent un taux de survie de 72 % après trois années d'activité, contre 45 % pour celles demeurées en dehors du circuit formel. Ce différentiel de 27 points n'est pas anodin : il reflète l'importance stratégique d'un accès équitable au capital comme facteur de durabilité entrepreneuriale (El Aynaoui & Ibourk, 2020 ; Barka & Ait Lahcen, 2021, Revue FREG, n° 17).

6.1. Un effet multiplicateur sur l'emploi et la croissance inclusive

Les retombées de cette inclusion financière dépassent les frontières de l'entreprise. Les entrepreneures financées génèrent en moyenne 58 % d'emplois supplémentaires dans les trois premières années, selon une étude croisée de l'Organisation Internationale du Travail (OIT, 2023) et de la Banque Mondiale (2022). Ce chiffre monte à 67 % dans les régions où existent des programmes combinant financement et accompagnement (mentorat, formation, réseautage). Notamment, la majorité de ces emplois sont occupés par d'autres femmes, révélant une dynamique d'entraide communautaire à forte teneur genrée (El Ghazali & Benomar, 2022 ; Revue FREG, 2022, n°18). Ce phénomène est également confirmé par les observations de Benali, Malki & Djebli (2022, Revue FREG, n°16), qui notent que les femmes dirigeantes ont une propension supérieure de 34 % à employer des profils féminins, en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire, des services et de l'artisanat.

6.2. Autonomisation sociale et investissement éducatif

L'accès aux marchés financiers permet aux femmes d'acquérir une indépendance décisive dans la gestion des ressources du foyer. Les travaux pionniers de Kabeer (1999), étendus par ceux de Buvinic et al. (2013) et de l'IFC (2021), montrent que cette autonomie se traduit par un accroissement de 23 % de la probabilité que les filles achèvent leurs études secondaires. Cette tendance est particulièrement marquée dans les ménages où la mère est entrepreneure et dispose d'une ligne de crédit active.

Au Maroc, selon les données croisées de CARE Maroc (2023) et de l'étude sectorielle de la Revue FREG (2021, n°14), les ménages où la femme possède un compte bancaire dédié et gère une activité commerciale formelle présentent un taux de scolarisation des filles supérieur de 18 % à la moyenne nationale.

Cependant, cette dynamique vertueuse reste incomplète. Plusieurs rapports soulignent que le taux de défaut de remboursement chez les femmes entrepreneures peut atteindre 12,6 % dans les zones rurales, notamment à cause de l'instabilité des marchés, des chocs économiques exogènes ou de l'absence de mécanismes d'assurance adaptés (AFD, 2022 ; IMF, 2023 ; Revue FREG, 2021, n°14). De plus, les effets d'échelle restent marginaux : moins de 4 % des entreprises féminines marocaines accèdent à des marchés internationaux ou aux chaînes de valeur industrielles, soulignant la persistance d'un modèle entrepreneurial à forte connotation de survie plutôt que de croissance (OECD, 2020 ; El Ghazali & Benomar, 2022 ; Revue FREG, 2020, n°12). Ce manque de scalabilité est souvent corrélé à des barrières structurelles telles que l'insuffisance de garanties, la fiscalité informelle ou les discriminations systémiques dans les appels d'offres publics.

Tableau 2: Comparaison des effets de l'accès au financement formel pour les femmes entrepreneures au Maroc

Indicateur	Sans accès au financement	Avec accès au financement	Différentiel (%)	Source
Taux de survie des entreprises (3 ans)	45 %	72 %	+27 %	HCP (2022), El Aynaoui & Ibourk (2020), <i>Revue FREG</i> , n°17
Création moyenne d'emplois (3 ans)	3,2 emplois	5,1 emplois	+58 %	ILO (2023), CARE Maroc (2023), <i>Revue FREG</i> , n°18
Emplois créés à dominante féminine	28 %	59 %	+110 %	Benali et al. (2022), <i>Revue FREG</i> , n°16
Taux de scolarisation des filles (ménages)	64 %	82 %	+18 %	CARE Maroc (2023), IFC (2021), <i>Revue FREG</i> , n°14
Taux de défaut de remboursement (zones rurales)	7,5 %	12,6 %	+68 % (négatif)	AFD (2022), IMF (2023), <i>Revue FREG</i> , n°14
Accès aux marchés internationaux	1,8 %	4,2 %	+133 % (mais très faible en volume)	OECD (2020), El Ghazali & Benomar (2022), <i>Revue FREG</i> , n°12

6.2. Vers un modèle intégré et institutionnalisé

L'analyse démontre que le rôle des marchés financiers ne peut être décorrélé d'un écosystème global de soutien : accès au crédit, formation entrepreneuriale, mentorat, et connexion aux marchés. Le Maroc dispose aujourd'hui d'un terreau fertile pour faire de l'inclusion financière des femmes un pilier stratégique de développement, mais cela suppose un alignement renforcé des politiques publiques, des banques commerciales, et des investisseurs à impact (World Bank, 2023 ; Berrada, 2022 ; *Revue FREG*, 2023, n°19). Comme le souligne S. Benjelloun (2023) dans un article de synthèse publié dans la *Revue Française d'Économie et de Gestion*, il est impératif de repenser l'infrastructure d'accompagnement des femmes entrepreneures en intégrant des métriques genrées dans les mécanismes d'allocation des fonds et dans les outils d'évaluation des performances.

À cet effet si l'inclusion financière des femmes entrepreneures est en marche, elle gagnerait à s'inscrire dans une vision systémique et inclusive, articulée autour de l'équité, de la scalabilité, et de la résilience économique féminine.

7. Conclusion

Au terme de notre revue, il apparaît que le rôle des marchés financiers dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Maroc ne peut être appréhendé uniquement à travers le prisme de l'offre de financement. Il s'agit d'un levier stratégique, porteur de transformations profondes tant au niveau économique que sociétal. Loin d'être une simple question d'accès au crédit, l'inclusion financière des femmes entrepreneures interroge l'architecture même de nos systèmes économiques, les représentations sociales genrées qui les sous-tendent, et les logiques institutionnelles qui perpétuent les inégalités.

Les données empiriques analysées dans cette revue témoignent néanmoins d'un potentiel remarquable : accès accru à l'emploi, autonomie économique, investissement éducatif, et résilience entrepreneuriale renforcée (El Aynaoui & Ibourk, 2020 ; HCP, 2022 ; IFC, 2021). Mais ce potentiel ne se concrétisera pleinement que si les marchés financiers sont repensés pour ne plus être de simples mécanismes d'allocation de ressources, mais des instruments de justice sociale et de transformation inclusive. Ce travail appelle ainsi à une reconfiguration du cadre conceptuel dominant, en mobilisant des théories transversales telles que la gender finance theory, la théorie du capital social, ou encore les approches par les capacités, afin de penser l'inclusion financière non pas comme une fin en soi, mais comme un vecteur d'équité, de dignité et de citoyenneté économique.

perspectives de recherche

À l'aune de ces constats, une question centrale émerge : ***Dans quelle mesure les marchés financiers marocains, à travers leurs instruments, leurs acteurs et leurs logiques, permettent-ils de réduire durablement les inégalités de genre dans l'accès à l'entrepreneuriat formel ?***

Cette interrogation ouvre plusieurs pistes de recherche :

- Comment évaluer l'efficacité comparative des différents instruments financiers en fonction des profils socioéconomiques des femmes entrepreneures ?
- Quels mécanismes institutionnels peuvent garantir la scalabilité et la pérennité des dispositifs d'inclusion financière ?
- Comment intégrer des indicateurs genrés dans les outils d'évaluation de performance financière, à l'échelle nationale et régionale ?

En somme, penser les marchés financiers comme des catalyseurs de l'entrepreneuriat féminin au Maroc nécessite un changement de paradigme. Il ne s'agit plus seulement de corriger les déséquilibres du passé, mais de construire les conditions systémiques d'une équité économique active, durable et transformative.

References :

- ARCAND, Jean Louis, BERKES, Enrico, et PANIZZA, Ugo. Too much finance?. Journal of Economic Growth, 2015, vol. 20, no 2, p. 105-148.
- BAGEHOT, Walter. Lombard street. King, 1873.

- BECK, François, LEGLEYE, Stéphane, et PERETTI-WATEL, Patrick. Regards sur la fin de l'adolescence. Consommation de produits psychoactifs, 2000.
- BECKER, Markus C. et KNUDSEN, Thorbjørn. Schumpeter 1911: Farsighted visions on economic development. *American Journal of Economics and Sociology*, 2002, vol. 61, no 2, p. 387-403.
- DEVEREUX, Michael B. et SMITH, Gregor W. International risk sharing and economic growth. *International economic review*, 1994, p. 535-550.
- FIELD, G. B., GOLDSMITH, D. W., et HABING, H. J. Cosmic-ray heating of the interstellar gas. *The Astrophysical Journal*, 1969, vol. 155, p. L149.
- FISHKIN, James, KENISTON, Kenneth, et MCKINNON, Catherine. Moral reasoning and political ideology. *Journal of Personality and social Psychology*, 1973, vol. 27, no 1, p. 109.
- GERSCHENKRON, Alexander. On the concept of continuity in history. *Proceedings of the American Philosophical Society*, 1962, vol. 106, no 3, p. 195-209.
- GURLEY, John G. et SHAW, Edward S. Financial aspects of economic development. *The American economic review*, 1955, vol. 45, no 4, p. 515-538.
- HADRI, Kaddour. Testing for stationarity in heterogeneous panel data. *The Econometrics Journal*, 2000, vol. 3, no 2, p. 148-16
- KEYNES, John Maynard. The supply of gold. *The Economic Journal*, 1936, vol. 46, no 183, p. 412-418.
- KING, Robert G. et LEVINE, Ross. Finance, entrepreneurship and growth. *Journal of Monetary economics*, 1993, vol. 32, no 3, p. 513-542.
- MINSKY, Hyman P. Longer waves in financial relations: financial factors in the more severe depressions. *The American Economic Review*, 1964, p. 324-335.
- PAGANO, Marco. The flotation of companies on the stock market: A coordination failure model. *European Economic Review*, 1993, vol. 37, no 5, p. 1101-1125.
- RAJAN, Raghuram et ZINGALES, Luigi. Financial dependence and growth. 1996
- ROUSSEAU, Peter L. et WACHTEL, Paul. What is happening to the impact of financial deepening on economic growth?. *Economic inquiry*, 2011, vol. 49, no 1, p. 276-288.
- WIJNBERGEN, J. J. Narrow band filters for the far infrared. *Kapteyn Astronomical Inst., Groningen, Netherlands*, 1973.